



Les principaux enseignements que nous tirons des élections européennes

www.pcof.net

Les enjeux de ces élections ont tourné autour de la question de savoir qui, du parti de Macron – La République en marche alliée au Modem, ou du rassemblement national de M Le Pen passerait en tête à l'issue de ce scrutin à un seul tour. Les enjeux « européens » ont été mis au service de cette confrontation. Le taux de participation de 50,7% a certes augmenté (plus 7 points par rapport au record d'abstentions de 2014), mais cela est avant tout lié à l'enjeu national, et ne traduit aucunement un regain d'adhésion dans les couches populaires à la construction européenne, pour l'UE et son parlement et sa pléthore de députés. C'est dans les milieux populaires que l'abstention est la plus forte.

Ce « duel », voulu par les deux protagonistes, a été en grande partie orchestré par Macron. De ce point de vue, il a subi un échec : non seulement sa liste n'est pas en tête, mais son score, comparé à celui du premier tour des présidentielles, ne grandit pas. Il est de plus en plus un candidat de droite, qui a gagné une partie de la base électorale de la droite qui ne se reconnaît pas dans la ligne de Wauquiez. L'effondrement de la liste LR, emmenée par le très droitier Bellamy (qui a multiplié les déclarations réactionnaires dans les derniers jours de campagne) en témoigne.

La liste du RN a obtenu 23.3% des voix, ce qui est évidemment préoccupant. Elle engrange beaucoup de voix dans les secteurs qui sont proches des gilets jaunes. C'est dans ces zones et régions que le RN fait ses scores les plus élevés et c'est aussi là que la mobilisation électorale a été plus forte.

Elle a aussi fait le plein des voix de toutes les nuances de l'extrême droite et de la réaction qui ont pu, à travers plusieurs candidats, déverser durant cette campagne, leur haine des migrants, des musulmans... Ces candidats ont servi de hauts parleurs à des thèses que M Le Pen elle-même préfère ne pas mettre en avant.

Le courant politique qui peut parler de victoire, c'est sans conteste EELV, qui réalise un score élevé. Le mouvement de contestation d'une partie de la jeunesse, qui était encore mobilisée dans des marches « pour le climat » la veille des élections, a dans de nombreux pays de l'UE, contribué aux scores importants des partis écologistes qui se présentaient. Si tous les partis ont essayé de capter des voix de ce mouvement de fond, en « verdissant » leur programme, ce sont les partis ou mouvements qui se mobilisent principalement et depuis longtemps sur ces questions qui sont apparus les plus légitimes à porter cette question, notamment au niveau européen. Macron a essayé de façon grossière de « chiper des voix à EELV », en annonçant la veille des élections des pseudo mesures en faveur de la préservation de l'environnement : il a échoué, tant est grande la distance entre certains de ses propos et la réalité de sa politique, au service des monopoles de l'agro business, de la chimie pharmacie, sans parler du nucléaire.

Le parti socialiste a « sauvé les meubles », en dépassant la barre des 5% permettant d'avoir des élus au parlement européen. C'était son principal argument de campagne : ne pas disparaître de l'hémicycle de Strasbourg. Faire oublier les années où il soutenait le groupe socialiste européen (PSE) et sa politique d'alliance avec la droite du PPE pour cogérer les instances européennes, au service des intérêts des monopoles. Ce n'est pas avec quelques députés européens qu'il va sortir de la spirale de la marginalité.

La France Insoumise a mené une campagne active, avec l'ambition d'un score à deux chiffres, à l'image du résultat de JL Mélenchon au premier tour des présidentielles. Très active dans le soutien aux gilets jaunes, elle a essayé jusqu'au bout de se présenter comme le seul vote « utile », en revendiquant le leadership du pôle d'opposition de gauche à Macron. Le score réalisé, sans être négligeable, ne permet pas à la FI de revendiquer ce leadership.

Nous ne nous réjouissons pas de voir le PCF rater la barre des 3% qui aurait permis, au moins, le remboursement de ses frais de campagne. Ceci dit, sa campagne en faveur d'une « autre Europe » n'est ni audible, ni crédible dans les milieux populaires. Cela est valable aussi pour les autres forces qui s'agrippent à cette idée.

En conclusion

La campagne a été dominée par des thèmes faussés et diviseurs, comme « nationalisme contre progressisme », donnant lieu à une surenchère réactionnaire contre l'immigration, pour plus de « sécurité », plus de « contrôle »...

Elle a servi à Macron pour continuer à réduire tout le débat politique à un affrontement entre son courant et le RN. La majorité des ouvriers, des travailleurs, des femmes, des jeunes... ne se reconnaissant pas dans ce choix. Si la droitisation de forces politiques, dans leurs discours et leurs positions, est une réalité, si le niveau de l'influence électorale du RN et Cie est inquiétant, nous sommes en opposition avec toutes les thèses qui veulent nous convaincre que la réaction serait hégémonique dans les milieux ouvriers et populaires : si plus de 5 millions de voix se sont portées sur le RN, cela veut dire aussi que la très grande majorité n'a pas fait ce choix.

Les intérêts ouvriers et populaires, premières victimes de la politique néolibérale des gouvernements et de l'UE, étaient absents de cette campagne. Ils ne seront pas davantage représentés au parlement européen.

Paris, 27 mai 2019

Comité Central du Parti Communiste des Ouvriers de France

Quelques chiffres

Votants : 47 344 857

Abstentions : 49.88%

RN	5 281 734	23.3%	23 élus
LRM-Modem	5 076 464	22.4	23
EELV	3 052 533	13.5	13
LR	1 920 601	8.5	8
LFI	1 428 480	6.3	6
PS	1 402 129	6.2	6
Hamon	741 252		Pas d' élu, mais remboursement des frais de campagne
PCF	564 741		Pas de remboursement des frais de campagne

Les élections européennes de 2014 ont été organisées dans le cadre de 7 grandes régions. L'abstention avait été de 57,57%.